

14. M. TCHEREDNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation se propose de faire à la Deuxième Commission des observations beaucoup plus détaillées sur les questions examinées à la quatrième session de la CNUCED et sur les travaux du CCD à la première partie de sa seizième session. Elle voudrait seulement à ce stade aborder un problème qui lui paraît extrêmement préoccupant : comment trouver les 14 millions de dollars, dont 5 millions pour l'exercice en cours, qui sont nécessaires à la réalisation du programme très vaste recommandé par la CNUCED à sa quatrième session. Ni le Secrétariat de l'ONU ni celui de la CNUCED n'ont fait de proposition précise à cet égard, et il ne faudrait pas que les recommandations de la quatrième session de la CNUCED restent lettre morte.

15. Une solution consisterait à établir un ordre de priorité dans le programme de travail et à concentrer les efforts et les ressources sur les orientations principales choisies. Il s'agit là, certes, d'une tâche difficile, étant donné l'ampleur de la compétence de la CNUCED et l'interdépendance des problèmes économiques internationaux. Mais il faut bien reconnaître aussi que les ressources de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas illimitées. Afin de pouvoir mettre en œuvre les décisions essentielles de la CNUCED, qui visent à opérer une restructuration progressiste et démocratique des relations internationales, et si les ressources nécessaires à cette fin ne peuvent être dégagées dans le cadre de la CNUCED elle-même, il faudra envisager une redistribution des fonds alloués à l'ensemble des activités économiques de l'ONU et renoncer, par exemple, à certaines conférences mondiales qui doivent se tenir sous les auspices des Nations Unies.

16. Le Conseil économique et social devra tenir compte de cet aspect très important de la question lorsqu'il jouera son rôle central de coordonnateur dans le système des Nations Unies.

17. M. MARSHALL (Royaume-Uni) remercie le Secrétaire général de la CNUCED de son exposé. Il est heureux de noter que celui-ci se propose de soumettre au Conseil économique et social, à sa session d'été, les résultats des examens auxquels la CNUCED se sera livrée concernant les questions relatives à la Stratégie internationale du développement et l'application des résolutions des sixième et septième sessions extraordinaires. En effet, les travaux de la CNUCED et ceux du Conseil économique et social sont étroitement interdépendants. Le Conseil est disposé, comme il l'a déjà montré, à traduire concrètement son désir d'appuyer l'œuvre de la CNUCED. Le Conseil et l'Assemblée générale eux-mêmes se rendent très bien compte aussi bien de l'importance de la tâche qui incombe à la CNUCED à la suite de sa quatrième session que des responsabilités qui sont les leurs dans ce domaine.

18. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre acte du rapport du Conseil du commerce et du développement sur les travaux de sa septième session extraordinaire et de la première partie de sa seizième session (A/31/15 et Corr.1) et de le transmettre à l'Assemblée générale, lors de sa trente et unième session, en y joignant les observations formulées à ce propos.

Il en est ainsi décidé [décision 202 (LXI)].

La séance est levée à 11 h 55.

2038^e séance

Judi 9 décembre 1976, à 11 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.2038

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (A/31/34 et Add.1 et 2)

1. M. DADZIE (Ghana), président du Comité spécial de la restructuration des secteurs économiques et social du système des Nations Unies, dit que le rapport à l'étude (A/31/34 et Add.1 et 2) donne les résultats de la première phase du processus de restructuration que le Comité spécial a été chargé d'instituer pour atteindre deux objectifs : rendre le système des Nations Unies pleinement apte à traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement et faire en sorte qu'il soit mieux en mesure de répondre aux dispositions de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international¹ ainsi qu'à celles de la

Charte des droits et devoirs économiques des Etats². C'est là un mandat extrêmement complexe et étendu, d'autant que le processus de restructuration et l'instauration du nouvel ordre économique international ont été considérés par l'Assemblée générale comme étant liés et devant être poursuivis de façon pleinement concertée.

2. Pour s'acquitter de ce mandat, le Comité spécial a cherché essentiellement à mettre au point un ensemble cohérent et concerté de principes directeurs et de recommandations sur la base desquels il établirait ensuite les propositions d'action détaillées demandées par l'Assemblée générale. Pour ce faire, il a identifié huit "questions critiques" qu'il a décidé d'examiner en priorité et, à la suite de négociations longues et ardues, il a réussi à rapprocher considérablement les points de vue sur cinq de ces questions : Assemblée générale, Conseil économique et social, autres tribunes de négociations de l'ONU, structures en vue

¹ Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale.

² Résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale.

d'une coopération régionale et interrégionale, et planification, programmation, budgétisation et évaluation. Il a décidé, sous réserve des directives que l'Assemblée générale pourrait formuler, de poursuivre ses travaux en 1977 sur la base de la version révisée du texte récapitulatif établi par le Président, figurant en annexe I du rapport. Enfin, pour les trois questions non encore examinées, il a décidé de fonder ses travaux sur la version originale du texte récapitulatif, reproduite aux sections V, VII et VIII de l'annexe II.

3. Certains des éléments sur lesquels un consensus semble se dégager au Comité spécial intéressent directement le Conseil. Ainsi, les membres du Comité spécial ont jugé dans l'ensemble que la revitalisation du Conseil était indispensable pour réaliser les deux objectifs énoncés dans la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale. A cette fin, on a estimé dans l'ensemble que le Conseil devrait s'attacher, sous l'autorité de l'Assemblée générale, à servir de tribune centrale où seraient débattues les questions économiques et sociales internationales d'ordre général et interdisciplinaire; à contrôler l'application de stratégies, de politiques et de priorités générales établies par l'Assemblée générale dans les domaines économique et social et domaines connexes; à assurer la coordination générale des activités des organismes des Nations Unies dans ces domaines et formuler à cette fin des priorités, dans le cadre établi par l'Assemblée générale, pour le système tout entier; enfin, à réaliser des études globales sur l'orientation des activités opérationnelles pour l'ensemble du système et formuler des recommandations à cet égard. Un consensus a commencé à se dégager sur un certain nombre de mesures visant à permettre au Conseil de s'acquitter de ce rôle : le Conseil devrait organiser ses travaux sur une base biennale et prévoir des sessions plus courtes mais plus fréquentes, consacrées à des sujets particuliers, qui se tiendraient tout au long de l'année; il devrait organiser périodiquement des réunions à un niveau politique élevé pour passer en revue les éléments principaux de la situation économique et sociale dans le monde; et il devrait réorganiser l'ensemble de ses organes subsidiaires et renforcer ses arrangements relatifs aux consultations avec les organisations non gouvernementales. D'autres éléments encore, sur lesquels un consensus s'est dégagé dans le cadre d'autres "questions critiques", intéressent également la compétence du Conseil.

4. On ne saurait donc sous-estimer l'importance des résultats obtenus par le Comité spécial au cours de l'année, non plus que l'ampleur du consensus qu'il a réussi à réaliser sur certaines des questions fondamentales dont il était saisi. De fait, certains aspects de ce consensus ont déjà été repris dans d'autres instances. De plus, lorsque les membres n'ont pas pu se mettre d'accord, ils ont pu au moins se faire une idée plus juste de leurs divergences et des considérations politiques et autres qui sont en jeu.

5. Cela dit, le Comité spécial est encore loin du but qu'il est chargé d'atteindre, la formulation de propositions d'action détaillées. Il faut reconnaître toutefois qu'il s'est heurté à de nombreuses difficultés, dues en partie au calendrier de travail extrêmement lourd de la période de l'Assemblée générale. La déception devant cet échec doit être tempérée par une autre considération : aussi important soit-il, le

changement structurel ne saurait remplacer la formulation de politiques, de priorités et de mesures visant l'instauration du nouvel ordre économique international, mais il doit aller de pair avec la solution des questions de fond. Or, on ne saurait nier que celle-ci a beaucoup progressé.

6. Le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale de proroger son mandat d'un an, exprimant ainsi sa conviction qu'il pourra s'acquitter du mandat qui lui a été confié et sa ferme volonté d'y parvenir avant la prochaine session de l'Assemblée générale.

7. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) rappelle que le Conseil a décidé à sa soixantième session [décision 153 (LX)] d'examiner à la reprise de sa soixante et unième session, lors de l'examen du rapport du Comité spécial, les termes du rapport sur la rationalisation des travaux du Conseil demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3341 (XXIX). On pensait à l'époque que le Comité spécial aurait fini ses travaux probablement au mois de septembre et que le Conseil aurait donc le temps de soumettre le rapport demandé à l'Assemblée générale au mois de décembre. Visiblement, cela ne sera pas possible et le Conseil doit donc maintenant faire savoir à l'Assemblée générale soit qu'il n'a pas l'intention de présenter le rapport demandé, soit qu'il souhaite avoir l'autorisation de le présenter l'année prochaine.

8. M. MARSHALL (Royaume-Uni) convient qu'il n'est pas possible que le Conseil présente à l'Assemblée, à sa présente session, le rapport qui lui a été demandé. En outre, il n'est pas pour l'instant en mesure de consacrer à cette question toute l'attention qu'elle mérite et il ne peut pas non plus simplement décider de ne pas présenter de rapport l'année suivante. Il lui faudra revenir sur cette question à un moment opportun, par exemple lors de sa session d'organisation, au mois de janvier 1977. En conséquence, le représentant du Royaume-Uni suggère que le Conseil précise à l'Assemblée générale qu'il ne lui soumettra le rapport demandé que lorsqu'il aura été saisi du rapport du Comité spécial et qu'il examinera à sa session d'organisation la question de la forme qu'aura son rapport.

9. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) rappelle, à propos du mandat du Comité spécial, tel qu'il est défini dans la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, que la délégation des Etats-Unis a des réserves à l'égard de la partie de ce mandat qui a trait à l'instauration du nouvel ordre économique international. A son avis, pour effectuer le processus de restructuration, il convient de faire abstraction provisoirement de toutes divergences idéologiques et politiques qui peuvent exister.

10. Comme l'a fait observer le Président du Comité spécial, ce dernier s'est heurté à de nombreuses difficultés d'ordre pratique et la délégation des Etats-Unis se propose de poursuivre en 1977 sa participation active aux travaux du Comité car elle n'a pas abandonné l'espoir de le voir aboutir à des résultats concrets avant la fin de l'année prochaine.

11. La délégation des Etats-Unis souscrit à la proposition faite par le représentant du Royaume-Uni à propos du rapport du Conseil à l'Assemblée générale.

12. M. VOLOSHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que, malgré des résultats

certain, le Comité spécial n'est pas encore parvenu à atteindre l'objectif qui lui avait été fixé. Comme la délégation soviétique l'a déjà souligné à plusieurs reprises, les travaux du Comité spécial ne peuvent se poursuivre indéfiniment et il faut donc que le Conseil précise que le rapport final du Comité spécial devra être présenté à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale.

13. M. NAKAMURA (Japon) espère, vu l'importance du processus de restructuration, que les travaux du Comité spécial seront aussi fructueux en 1977 qu'ils l'ont été en 1976, si son mandat est prorogé. Pour sa part, la délégation japonaise y apportera la contribution la plus constructive possible.

14. M. VON RUCKTESCHELL (République fédérale d'Allemagne) est persuadé que les travaux du Comité spécial se poursuivront dans le même esprit de coopération constructive.

15. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre acte du rapport du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et de le transmettre à l'Assemblée générale, lors de sa trente et unième session, en y joignant les observations formulées à ce propos. Le Conseil pourrait aussi préciser que le rapport sur la rationalisation de ses propres travaux sera présenté à l'Assemblée générale une fois qu'il aura examiné les conclusions définitives du Comité spécial.

Il en est ainsi décidé [décision 203 (LXI)].

Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

16. Le PRÉSIDENT aurait aimé pouvoir communiquer au Conseil le nom des membres du Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. En effet, conformément à la résolution 1990 (LX) du Conseil, c'est le Président du Conseil qui doit en nommer les membres en consultation avec les groupes régionaux. Il s'est employé activement, pour sa part, à s'acquitter de cette tâche; toutefois, le groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats attend que l'Assemblée générale ait examiné le rapport de la Troisième Commission avant de communiquer la liste de ses candidats.

17. Le Président s'élève donc contre les rumeurs qui circulent et qui tendent à faire retomber sur lui la responsabilité du retard de la nomination des membres du Comité préparatoire.

Clôture de la session

18. Le PRÉSIDENT dit que l'année 1976 se termine dans une atmosphère qui est loin de répondre aux espoirs nourris au lendemain de la septième session extraordinaire et de la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale, car les préoccupations essentielles des pays en développement n'ont pas encore trouvé auprès des pays développés toute la satisfaction qu'ils sont en droit d'attendre d'eux. Les problèmes de développement, qui nécessitent des décisions urgentes, parce qu'il y va de la survie même de nombreux pays, sont toujours renvoyés de réunion en réunion et le Président n'en veut pour exemple que la Conférence de Paris sur la coopération économique

internationale. Sans vouloir attribuer des responsabilités, il faut bien reconnaître que cette conférence n'a guère obtenu les résultats escomptés. Il ne semble pas que tous les partenaires à ces négociations soient disposés à faire l'effort nécessaire pour les faire progresser, alors qu'une telle conférence exige certainement un dépassement des positions pour s'engager dans des négociations sincères afin d'aboutir à un compromis acceptable pour tous parce que tenant pleinement compte des intérêts des diverses parties.

19. Si les pays développés doivent faire montre à cet égard de plus de compréhension à l'égard des revendications des pays en développement, ceux-ci devraient se faire attentifs aux préoccupations des pays développés. D'ailleurs, à la compréhension des uns répondra inévitablement celle des autres, puisqu'il est acquis que les économies des pays du monde sont interdépendantes. La volonté politique de chacun des gouvernements de contribuer à l'établissement du nouvel ordre économique international se trouve mise à l'épreuve non seulement dans les conversations de Paris, mais aussi dans les négociations qui se poursuivent dans d'autres instances, et c'est à leurs résultats concrets que l'on pourra juger si les gouvernements sont décidés à construire un monde plus juste où le progrès économique ne sera plus l'apanage de quelques privilégiés.

20. A la reprise de sa soixante et unième session, le Conseil a dû examiner les rapports de certains de ses organes subsidiaires les plus importants. La brièveté de ses délibérations sur chacun de ces rapports incite à se demander si le Conseil assume pleinement ses responsabilités. Certes, la présentation tardive de ces rapports et leur examen simultané par la Deuxième Commission enlèvent toute possibilité au Conseil d'en faire une étude approfondie. Toutefois, cet état de choses est regrettable et décourageant car le Conseil se transforme à certains égards en une sorte de bureau d'enregistrement et de transmission alors qu'il devrait être l'organe central de conception, de coordination et de contrôle de la politique économique et sociale des Nations Unies. Les membres du Conseil devraient prendre conscience de cet état de choses et veiller à ne pas donner l'impression de traiter à la légère certains problèmes d'une extrême importance pour la mise en œuvre du nouvel ordre économique international.

21. Le Président a pu constater que la participation aux délibérations du Conseil n'est pas aussi totale qu'on pourrait le souhaiter et que les discussions se limitent à quelques délégations. Cela s'explique en partie, en premier lieu, par le fait que certaines délégations s'en remettent à leur porte-parole pour exposer leur point de vue commun. Toutefois, malgré les avantages d'une telle méthode, il arrive que l'on ait du mal à faire le départ entre les vues personnelles du porte-parole et la position officielle du groupe. En second lieu, certains membres ont des délégations très réduites, ne comprenant pas toujours de spécialistes des problèmes examinés, ce qui limite forcément leur participation effective aux travaux. Tout cela dessert le Conseil et il importe de se pencher sérieusement sur cette question, car une participation plus importante aux discussions rendrait les réunions du Conseil plus vivantes et, de l'échange fructueux des idées, pourraient sortir des solutions ou suggestions enrichies de l'apport des uns et des autres.

22. Rappelant la haute valeur des interventions qui ont été faites à la partie de la soixante et unième session qui a eu lieu à Abidjan, réunion tenue au niveau ministériel, le Président estime qu'il serait souhaitable à l'avenir que des ministres participent plus souvent aux sessions du Conseil car leur participation, outre qu'elle souligne l'importance que les gouvernements attachent aux travaux du Conseil, permet des contacts toujours utiles qui facilitent la prise d'importantes décisions et contribue aussi à rehausser le prestige du Conseil. Des sessions au niveau ministériel pourraient donc se tenir de temps à autre pour examiner quelques problèmes ou thèmes importants et faire des recommandations utiles à l'Assemblée générale. Ce faisant, le Conseil prouvera qu'il est à même de jouer un rôle

important dans le cadre du nouvel ordre économique international. S'il ne l'a pas fait jusqu'à maintenant, la faute n'en incombe pas au Conseil mais aux gouvernements membres. Les représentants des gouvernements assument en la matière une lourde responsabilité car ils peuvent, par des recommandations et suggestions appropriées, susciter des instructions qui permettront de donner au Conseil l'impulsion nécessaire pour être à la hauteur de ses responsabilités.

Après un échange de félicitations et de remerciements, le Président prononce la clôture de la session.

La séance est levée à midi.